



Dossier financier 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos au 31 décembre 2024 pages 3 à 6

Comptes annuels au 31 décembre 2024 pages 8 à 26
- Bilan actif-passif pages 8 et 9
- Compte de résultat pages 10 et 11
- Annexe pages 12 à 25

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées pages 28 à 32

Rapport du trésorier page 35

Budget prévisionnel 2025 pages 38 à 39

La Présidente
Judith DOSSEMONT

Le Trésorier
François-Xavier GUIB

ADIL 13

Association loi de 1901

Siège social : 15, Avenue Robert Schuman

13002 MARSEILLE

SIRET : 444 149 645

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024



Groupe Trial Marseille Provence

2 rue Odette JASSE

13015 MARSEILLE

Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille

Sous le numéro 4100088664

ADIL 13
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE

SIREN : 444 149 645

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ADIL 13 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ADIL 13 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral, le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ADIL13 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 16 mai 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 26 mai 2025
 Le Commissaire aux comptes
 Groupe Trial Marseille Provence
 Anaïs Laugier

Signé par Anaïs Laugier-Rambion
 Le 26/05/2025

ID: tx_Y9wbW36X6EWq



Comptes annuels au 31 décembre 2024

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	115 092	113 516	1 576	5 719	4 143	72.44
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	1 759 210	581 683	1 177 527	1 264 712	87 185	6.89
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	294 512	262 059	32 453	34 638	2 184	6.31
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	3 210		3 210	3 210		
	Total I	2 172 024	957 257	1 214 767	1 308 279	93 513	7.15
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 948		16 948	16 958	10	0.06
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	441 251	231 912	209 340	279 552	70 212	25.12
	Valeurs mobilières de placement	150 000		150 000	150 000		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 640 060		1 640 060	1 637 282	2 778	0.17
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	51 929		51 929	33 800	18 129	53.64
	Total II	2 300 188	231 912	2 068 277	2 117 592	49 315	2.33
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	4 472 212	1 189 169	3 283 043	3 425 871	142 827	4.17

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 069 737	1 069 737		
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	908 795	862 699	46 096	5.34
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	26 217	46 096	72 313	156.87
	Situation nette (sous total)	1 952 315	1 978 532	26 217	1.33
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	1 952 315	1 978 532	26 217	1.33
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés		26 000	26 000	100.00
	Total II		26 000	26 000	100.00
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	954 684	1 058 129	103 445	9.78
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	65 336	89 761	24 424	27.21
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	292 267	270 267	21 999	8.14
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	3 442	3 182	260	8.17
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	15 000		15 000	
	Total IV	1 330 728	1 421 339	90 611	6.38
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 283 043	3 425 871	142 827	4.17

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	22 505		18 412		4 093	22.23
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	2 110 365		2 058 548		51 817	2.52
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	17 614		3 453		14 160	410.06
Utilisations des fonds dédiés	26 000		41 667		15 667	37.60
Autres produits	37 926		40 032		2 106	5.26
Total I	2 214 410		2 162 113		52 297	2.42
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	517 850		500 633		17 218	3.44
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	107 183		95 411		11 772	12.34
Salaires et traitements	938 759		855 505		83 254	9.73
Charges sociales	498 590		445 073		53 517	12.02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	111 832		126 520		14 688	11.61
Dotations aux provisions	44 845		55 988		11 143	19.90
Reports en fonds dédiés			26 000		26 000	100.00
Autres charges	2 436		5 760		3 324	57.71
Total II	2 221 496		2 110 890		110 606	5.24
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	7 086		51 223		58 309	113.83

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023	Ecart N / N-1	
	12	12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	18 581	19 687	1 106	5.62
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	18 581	19 687	1 106	5.62
2. Résultat financier (III-IV)	18 581	19 687	1 106	5.62
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	25 667	31 536	57 203	181.39
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		14 760	14 760	100.00
Sur opérations en capital	50		50	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	50	14 760	14 710	99.66
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	600	200	400	200.00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	600	200	400	200.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	550	14 560	15 110	103.78
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	2 214 460	2 176 873	37 587	1.73
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 240 677	2 130 777	109 900	5.16
5. EXCEDENT OU DEFICIT	26 217	46 096	72 313	156.87

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'organisation de l'ADIL repose sur les trois principes suivants :

- Des juristes en charge des lieux de permanences et des ateliers d'information collectives des habitants.
- Un accueil au siège de l'ADIL, 15 avenue Robert Schuman à Marseille, ouvert tous les jours,
- Un réseau de permanences construit autour de 38 lieux d'accueil et couvrant 32 communes, dont une présence quotidienne dans les locaux de l'Espace Accompagnement Habitat (EAH) à Marseille.
- Des sessions d'information collective initiées par l'ADIL ou ses partenaires.
- Une grande souplesse d'organisation, tant sur les thématiques logement que sur le format d'intervention.
- Les chargés de mission et d'opération par thématique sont identifiés par les partenaires de l'habitat. Les juristes de l'ADIL peuvent intervenir dans tous les domaines du logement mais les politiques publiques du logement obligent à la spécialisation.

L'ADIL dispose de chargés de mission et d'opération dans les domaines de :

- l'amélioration de l'habitat,
- l'accession sociale à la propriété,
- la gestion locative et la prévention des expulsions
- la veille juridique et la formation et - la copropriété.
- Le pôle " études et observation " avec ses domaines de spécialisation (loyers, accession à la propriété, offre et demande locative sociale, peuplement du parc social et publics défavorisés).

Communication de l'ADIL : réseaux sociaux, vidéo, podcast et site internet.

Depuis la fin de l'année 2018, l'ADIL a mis en place une véritable stratégie de communication avec un plan de communication à l'appui.

Une information grand public à travers des outils dématérialisés :

- Le site internet www.adil13.org pour consulter des dépliants, l'actualité juridique, les dispositifs locaux...
- Une émission hebdomadaire " Le logement, comment ça marche ? ", sous forme de podcast.

INFORMATION ET EXPERTISE POUR LES ACTEURS DE L'HABITAT :

- La veille juridique
- Des sessions d'information ou de formation
- La rédaction de notes juridiques
- La participation aux instances partenariales en lien avec le logement
- La contribution au processus de mise en œuvre du service d'information des demandeurs de logement social (SIAD)
- L'inventaire des dispositifs et outils d'intervention pour la métropole AMP dans le domaine de l'habitat

DES MISSIONS SPÉCIFIQUES :

- Le dispositif marseillais de prévention des expulsions, La mission PEX-Sortie de crise : L'ADIL est missionnée par la DIHAL et localement la DDETS pour promouvoir des Ccapex décentralisées (notamment à l'ouest du département), animer et mettre à jour la charte de prévention des expulsions locatives. Il s'agit par ailleurs d'inciter les communes à être destinataire des commandements de payer et signalements avant assignation afin que les acteurs locaux puissent être mobilisés le plus en amont possible de la procédure et contribuer à une prise en Charge efficace des ménages.
- Les diagnostics Flash-Copro,
- L'accompagnement des projets d'accession sociale à la propriété,
- L'animation du PDALHPD : Le PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées) est copiloté par l'État et le Conseil départemental, son animation est assurée par l'ADIL depuis plusieurs années maintenant.

Le rôle de l'ADIL dans le domaine de l'amélioration de l'habitat et de la rénovation énergétique :

- L'ADIL 13, un Espace Conseil France Rénov,

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- Allo Rénov'Energie, porte d'entrée du service public de la rénovation.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice écoulé ainsi que les principaux faits intervenus depuis la clôture de l'exercice sont relatés dans le rapport d'activité. Nous précisons toutefois pour une bonne lecture des comptes que :

- L'ADIL13 a continué d'assumer, à la demande du Conseil Départemental 13 et de la Métropole, la gestion du service Allo Rénov'Energie en marque blanche pour assurer la transition avec le PACTE Territorial en 2025. Ceci a permis d'éviter une interruption du service qui aurait été préjudiciable pour les usagers. Nous avons mobilisé deux équivalents temps plein (pour moitié en contrat d'intérim) pour gérer le service Allo Rénov'Energie en 2024. Cette action a pesé sur les finances de l'ADIL à hauteur de 138 500 €, ce qui a entraîné un report d'une partie des recrutements envisagés afin de ne pas exacerber le déficit.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	115 092		
Constructions sur sol propre	1 223 139		
Installations générales agencements aménagements des constructions	528 585		7 486
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	397		
Installations générales agencements aménagements divers	0		
Matériel de transport	16 270		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	267 012		10 833
TOTAL	2 035 403		18 319
Prêts, autres immobilisations financières	3 210		
TOTAL	3 210		
TOTAL GENERAL	2 153 705		18 319

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			115 092	115 092
Constructions sur sol propre			1 223 139	1 223 139
Installations générales agencements aménagements constr.			536 071	536 071
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			397	397
Installations générales agencements aménagements divers			0	0
Matériel de transport			16 270	16 270
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			277 845	277 845
TOTAL			2 053 722	2 053 722
Prêts, autres immobilisations financières			3 210	3 210
TOTAL			3 210	3 210
TOTAL GENERAL			2 172 024	2 172 024

Les investissements bruts effectués au cours de l'exercice 2024 s'élèvent à 18 319 € et correspondent pour l'essentiel :

- Aux travaux d'aménagement d'un nouveau local informatique pour un montant de 7 486 €,
- A l'acquisition d'ordinateurs portables, configurés et équipés de casque pour un montant de 3 765 €,
- 6 000 € ont été investi dans une extension de garantie pour les serveurs informatiques,
- Une partie du parc de téléphone mobile a été renouvelé pour un montant de 1 068 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		109 373	4 143		113 516
Constructions sur sol propre		288 275	61 634		349 909
Installations générales agencements aménagements constr.		198 737	33 037		231 774
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		397			397
Matériel de transport		16 270			16 270
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		232 374	13 018		245 392
TOTAL		736 053	107 689		843 742
TOTAL GENERAL		845 425	111 832		957 257
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	4 143				
Constructions sur sol propre	61 634				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	33 037				
Matériel de bureau informatique mobilier	13 018				
TOTAL	107 689				
TOTAL GENERAL	111 832				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	1 069 737				1 069 737
Report à nouveau	862 699		92 192	46 096	908 795
Excédent ou déficit de l'exercice	46 096		72 313-		26 217-
Situation nette	1 978 532		19 879	46 096	1 952 315
TOTAL I	1 978 532		19 879	46 096	1 952 315

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	26 000		26 000				
OLL13 SURCOLLECTE VDM	10 400		10 400				
OLL13 SURCOLLECTE ETAT	15 600		15 600				
TOTAL	26 000		26 000				

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation	200 842	44 845	13 776		231 912
TOTAL	200 842	44 845	13 776		231 912
TOTAL GENERAL	200 842	44 845	13 776		231 912
Dont dotations et reprises d'exploitation		44 845	13 776		

- Le poste dotations aux provisions s'établit à 44 845 € en 2024. Il correspond aux provisions constituées pour constater le risque de non-perception de certaines cotisations et subventions, placées en créance douteuses, concernant les partenaires suivants :

o Etat : subvention 2021 non versée pour un montant de 28 200 €. Ce financement concerne la prestation de sur collecte effectuée dans le cadre de l'OLL13 en prévision d'un encadrement des loyers sur la ville de Marseille

oLa provision des partenaires suivants été ajustée et majorée de 1545 € : Barreau d'Aix-en-Provence, Crédit Agricole, FPI, Pays d'Aix Habitat, SACOGIVA, SEMEPA

oDe nouvelles provisions sont constituées pour les partenaires suivants : HMP : 3 090 €, SEMIVIM :3 045 €, ADAI13 : 154 €, ADRIM :77 €, ARS : 161 €, COMPAGNONS BATISSEURS : 154 €, CLCV : 77 €, CGL : 77 €, CNL13 : 154 €, FONDATION ABBE PIERRE : 154 €, UFC QUE CHOISIR MARSEILLE : 77 €, UFC QUE CHOISIR MARTIGUES : 154 €.

Le poste reprise sur dépréciation des actifs circulants s'établit à 13 775.50 €. Il correspond à la reprise de la provision relative au solde de la subvention SARE 2023 pour un montant de 3 775.50 dont le versement était incertain car en lien avec l'atteinte des objectifs. 10 000 € correspondent à la reprise de la provision constituée pour le risque de non versement de la subvention 2021 par l'ETAT dans le cadre de l'observatoire des charges de copropriété.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	3 210		3 210
Autres créances clients	16 948	16 948	
Personnel et comptes rattachés	2 599	2 599	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	541	541	
Débiteurs divers	438 112	438 112	
Charges constatées d'avance	51 929	51 929	
TOTAL	513 338	510 128	3 210

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	954 684	106 609	439 249	408 826
Fournisseurs et comptes rattachés	65 336	65 336		
Personnel et comptes rattachés	70 694	70 694		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	198 700	198 700		
Autres impôts taxes et assimilés	22 873	22 873		
Autres dettes	3 442	3 442		
Produits constatés d'avance	15 000	15 000		
TOTAL	1 330 728	482 653	439 249	408 826
Emprunts remboursés en cours d'exercice	103 445			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Elles sont valorisées au cours historique et déprécié en cas de perte de valeur à la clôture de l'exercice. Le montant au 31/12 est valorisé au coût historique soit 150 000 €, la valeur réelle des valeurs mobilières de placement est de 178 798.60 € au 31/12/2024. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	10 000
Total	10 000

Convention 2024-2026 pour le financement par la CDC de l'observatoire des charges de copropriétés : 10 000 € à percevoir au titre de l'exercice 2024

Détail des produits à recevoir

	Montant
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION (O2C)	10 000
Total	10 000

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 763
Dettes fiscales et sociales	105 354
Total	124 117

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges à payer

	Montant
HONORAIRES CAC 2024	7 200
STARTER LV prestation OLL13 2024	11 088
IZIWORK prestation interim 12/2024	475
Dettes provision congés payés	67 638
Dettes provision congés payés	29 273
Dettes provision congés payés	5 965
Provision congés payés LG	2 478
Total	124 117

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	51 929
Total	51 929
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	15 000
Total	15 000

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
BI NETWORKS MAINTENANCE 01/2025	631		
SAS LOYER 2025	7 846		
XEROX LOYERS 01-02/2025	3 133		
SOGITEC MAINTENANCE 2025	1 425		
NATIXIS 1055 TICKETS RESTAURANT 2025	8 968		
D4 IMMOBILIER APPEL DE FONDS 1ER TR 2025	3 741		
QUADIENT LOYER 2025	1 794		
MMA COTISATION 2025	15 117		
DIAC LOCATION LOYER 01/2025	868		
IBH LOYER 1 1ER TRIM 2025	2 045		
IBH LOYER 2 1ER TRIM 2025	3 364		
IBH LOYER 3 1ER TRIM 2025	2 997		
Total	51 929		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ETAT SUBVENTION 2025 (OLL13)	15 000		
Total	15 000		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
ACTION LOGEMENT	206 071
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 FONCTIONNEMENT GENERAL	520 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL MISSION PDALHPD	40 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL DISPOSITIF PEL	59 000
Caisse de Garantie du Logement Locatif Social	34 040
ETAT FONCTIONNEMENT GENERAL	199 071
ETAT OBERVATOIRE DES LOYERS OLL13	150 000
ETAT DISPOSITIF PEL	15 000
ETAT MISSION PDALHPD	40 000
ETAT CHARGE DE MISSION PEX	100 833
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION (O2C)	10 000
CA ACCM	44 593
CAF 13	62 000
AGENCE REGIONALE DE SANTE	15 000
METROPOLE AMP FONCTIONNEMENT GENERAL	510 000
METROPOLE AMP PROGRAMME SARE	26 757
VILLE DE MARSEILLE DISPOSITIF PEL	57 000
VILLE DE MARSEILLE OLL13	21 000
Total	2 110 365

l'ADIL13 collecte par ailleurs des cotisations. Le fait générateur retenu pour la comptabilisation est l'appel.

Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	9
Employés	11
Total	20

Valorisation des contributions volontaires

l'ADIL bénéficie de locaux mis à disposition gratuitement. En effet l'ADIL13 assure des permanences d'accueil et d'information du public au sein de bureaux mis à sa disposition. Le réseau de permanences est construit autour de 38 lieux d'accueil et couvre 32 communes, dont une présence quotidienne dans les locaux de l'Espace Accompagnement Habitat (EAH) à Marseille. La fréquence moyenne correspond à 2 jours de présence quotidienne au sein des lieux d'accueil soit une occupation quotidienne de deux bureaux dont l'avantage financier n'est actuellement pas chiffré dans les conventions de mise à disposition de locaux.

Le choix de ne pas comptabiliser ces avantages émane de l'absence de valorisation de chiffrage financier communiqué pour l'ensemble des locaux mis à disposition. Il est cependant à noter que le département des Bouches-du-Rhône a autorisé l'ADIL13 à occuper au sein de l'hotel du Département, dans le cadre des rendez-vous de la Réno : l'Atrium, la salle des séances publiques, la salle des séances plénières, l'accélérateur de l'emploi, le salon Louis Philibert ainsi que l'esplanade sur la période comprise entre le 21 et le 24 mars 2024, ce qui représente un avantage en nature évalué par le CD13 à 2 721.66 € faisant l'objet d'une convention d'occupation temporaire du domaine public signée par les parties en date du 6 mars 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6 720 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 6 720 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes financières divers :	954 684
- Emprunts auprès des établissements de crédit	954 684
Total	954 684

- o Hypothèque légale de rang 1 et hypothèque conventionnelle au profit du Crédit Agricole donnée le 14/10/2016 et courant jusqu'au 01/10/2032, fin de remboursement de l'emprunt. Cet emprunt d'un montant initial de 1 050k est en cours au 31/12/2024 pour 587 304 €,
- o Une promesse d'affectation hypothécaire au profit du Crédit Agricole compte tenu d'un crédit de 300k€ octroyé le 12/07/2017 pour lequel l'en cours au 31/12/2024 s'élève à 134 265 €,
- o Hypothèque légale de prêteur de deniers au profit du Crédit Mutuel donnée le 05/01/2023 et courant jusqu'au 05/01/2035, fin de remboursement de l'emprunt. Cet emprunt d'un montant initial de 270 000 € est en cours au 31/12/2024 pour 233 115 €.

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- METROPOLE AMP INTERETS MORATOIRES	50	77880000
Total	50	
Charges exceptionnelles		
- CAPEB FA 2023 INSERTION PUBLICITAIRE	600	67200000
Total	600	

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

ADIL 13
Association loi de 1901
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
SIRET : 444 149 645

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos au 31/12/2024



Groupe Trial Marseille Provence
2 rue Odette JASSE
13015 MARSEILLE
Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille
Sous le numéro 4100088664

ADIL 13
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE

SIREN : 444 149 645

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes
De l'exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs les Adhérents ,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions passées au cours de l'exercice et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

CONVENTION N°1

Une convention de subventionnement du fonctionnement de l'ADIL 13 a été conclue avec le Conseil Départemental pour l'année 2024 pour un montant de 520 000 euros.

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants du Conseil Départemental en tant que conseillères départementales : Nora Preziosi, Marine Pustorino, Valérie Guarino et la Présidente également administratrice Judith Dossemont.

CONVENTION N°2

Une convention de subventionnement de fonctionnement a été conclue dans cadre l'accompagnement des services du département dans le démarrage du 6^{ème} plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) avec le Conseil Départemental pour l'année 2024 pour un montant de 40 000 euros.

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants du Conseil Départemental en tant que conseillères départementales : Nora Preziosi, Marine Pustorino, Valérie Guarino et la Présidente également administratrice Judith Dossemont.

CONVENTION N°3

Une convention de subventionnement de fonctionnement a été conclue dans cadre de la mise en place et de l'animation d'un lieu d'accueil dédié à l'accompagnement juridique des ménages du parc privé non connus d'un service social et ayant reçu un commandement de payer, de la mise en place et animation d'une commission locale de prévention des impayés et des expulsions domiciliaires, ainsi que de la coordination de ce dispositif au titre de l'année 2024 pour un montant de 59 000 euros.

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants du Conseil Départemental en tant que conseillères départementales : Nora Preziosi, Marine Pustorino, Valérie Guarino et la Présidente également administratrice Judith Dossemont.

CONVENTION N°4

Une convention de subventionnement a été conclue au titre de l'année 2024 pour un montant de 44 593 euros.

Ce financement est attribué au titre des missions exercées par l'ADIL 13 et notamment :

- Informer et conseiller les habitants au niveau juridique, financier et fiscal sur le thème du logement.
- Informer et apporter une expertise aux acteurs de l'habitat du département et de la Métropole.
- Observer le fonctionnement des marchés du logement, de l'habitat, des pratiques professionnels et du comportement des ménages.

La personne intéressée est M Patrick De Carolis administrateur de l'ADIL et Président de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette.

CONVENTION N°5

Une convention de subventionnement a été conclue avec la Métropole Aix Marseille Provence pour l'année 2024 pour un montant de 510 000 euros.

Ce financement est attribué au titre des missions exercées par l'ADIL 13 et notamment :

- Informer et conseiller les habitants au niveau juridique, financier et fiscal sur le thème du logement.
- Informer et apporter une expertise aux acteurs de l'habitat du département et de la Métropole.
- Observer le fonctionnement des marchés du logement, de l'habitat, des pratiques professionnels et du comportement des ménages.

La personne intéressée est M David Ytier, Vice-Président de la Métropole Aix Marseille Provence délégué au Logement, à l'Habitat, à la Lutte contre l'Habitat indigne.

CONVENTION N°6

Une convention de subventionnement a été conclue avec la Métropole Aix Marseille Provence pour l'année 2024 pour un montant de 30 000 euros dans le cadre du programme de service d'accompagnement à la rénovation énergétique « SARE ». Les actions prévues sont de l'information, du conseil, de l'accompagnement et de la sensibilisation des ménages sur la rénovation énergétique de leur logement.

La personne intéressée est M David Ytier, Vice-Président de la Métropole Aix Marseille Provence délégué au Logement, à l'Habitat, à la Lutte contre l'Habitat indigne.

CONVENTION N°7

Une convention de subventionnement a été conclue avec l'Etat pour l'année 2024 pour un montant de 199 071 euros dans le cadre des activités d'information du public en matière de logement et d'habitat remplies par l'ADIL 13.

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants de l'Etat Mme Anne Wermelinger et Mme Isabelle Epailard, Préfète à l'égalité des chances.

CONVENTION N°8

Une convention de subventionnement a été conclue avec l'Etat pour l'année 2024 pour un montant de 150 000 euros dans le cadre de la gestion par l'ADIL 13 de l'observatoire des loyers afin d'améliorer la connaissance du marché locatif privé.

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants de l'Etat Mme Anne Wermelinger et Mme Isabelle Epailard, Préfète à l'égalité des chances.

CONVENTION N°9

Une convention de subventionnement a été conclue avec l'Etat pour l'année 2024 pour un montant de 15 000 euros dans le cadre du dispositif marseillais de traitement des impayés et de prévention des expulsions domiciliaires. Les missions de l'ADIL 13 sont les suivantes :

- Animer le dispositif.
- Proposer un accompagnement juridique des ménages du parc privé ayant contacté l'ADIL suite à un commandement de payer signalé à la CCAPEX.
- Examen des dossiers complexes en commission partenariale
- Former les agents des services institutionnels

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants de l'Etat Mme Anne Wermelinger et Mme Isabelle Epailard, Préfète à l'égalité des chances.

CONVENTION N°10

Une convention de subventionnement a été conclue avec l'Etat pour l'année 2024 pour un montant de 40 000 euros pour une mission d'accompagnement dans la mise en œuvre, le lancement, l'animation et le démarrage, le suivi du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

Les personnes intéressées sont les administrateurs représentants de l'Etat Mme Anne Wermelinger et Mme Isabelle Epailard, Préfète à l'égalité des chances.

CONVENTION N°11

Un subventionnement a été obtenu de la part d'Action logement pour l'année 2024 pour un montant de 206 071 euros dans le cadre des missions exercées par l'ADIL et notamment :

- Informer et conseiller les habitants au niveau juridique, financier et fiscal sur le thème du logement.
- Informer et apporter une expertise aux acteurs de l'habitat du département et de la Métropole.
- Observer le fonctionnement des marchés du logement, de l'habitat, des pratiques professionnels et du comportement des ménages.

La personne intéressée est l'administrateur représentant Action Logement Mme Sandrine Bordin, Directrice Régionale.

Fait à Marseille, le 26 mai 2025

**Le Commissaire aux comptes
Groupe Trial Marseille
Provence
Anaïs Laugier**

Signé par Anaïs Laugier-Rambion
Le 26/05/2025

ID: tx_Y9wbW36X6EWq

Le rapport du trésorier

Le rapport du trésorier

Le bilan

Les chiffres clés du bilan arrêté au 31 décembre 2024 sont les suivants :

a) A l'actif

Les valeurs immobilisées s'établissent à 1 214 767 €, elles représentent les valeurs nettes au 31 décembre 2024 des investissements en matériel et en mobilier réalisés par l'association.

Les subventions, participations et autres produits restant à recevoir en fin d'année s'établissent à 226 288 €.

La trésorerie disponible s'établit à 1 790 060 € à fin 2024 dont 150 000 € sur comptes titres non bloqués.

b) Au passif

Les fonds propres de l'association s'établissent à 1 952 315 € dont :

- 763 327 € de réserve de trésorerie,
- 306 410 € de réserve d'investissement,
- 908 795 € de report à nouveau,
- - 26 217 € de résultat déficitaire en 2024.

Les dettes de fonctionnement s'établissent à 1 330 728 € et correspondent pour l'essentiel :

- Au capital restant dû des emprunts contractés pour financer l'acquisition amélioration des locaux à hauteur de 954 684 €,
- Aux factures non échues et aux factures non parvenues au 31/12 pour 65 336 €,
- Ainsi qu'aux charges sociales et fiscales de fin d'exercice pour un montant de 292 267 €.

Le compte de résultat de l'année 2024

a) Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement de l'ADIL13 s'établissent à 2 214 460 € en 2024, ils comprennent les subventions de fonctionnement, les participations des adhérents ainsi que les recettes liées à l'activité formation.

b) Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement en progression de 5.16 % par rapport à l'exercice comptable 2023 s'établissent à 2 240 677 €.

Sur ce total :

- Les autres achats et charges externes s'établissent à 517 850 € soit 23.11% des charges totales. Ces dépenses sont maîtrisées et progressent de 3.44 % soit 17 218 € par rapport à l'exercice 2023.
- La fiscalité (taxe sur les salaires et participation à la formation professionnelle continue) représente 107 183 € soit 4.78 % des charges totales.
- Les charges de personnel (salaires et charges sociales) représentent 1 437 349 €, soit 64.15 % des charges totales.
- Les dotations aux amortissements reculent de 11.61 % et s'établissent à 111 832 € en 2024 contre 126 520 € en 2023.
- Le poste dotations aux provisions s'établit à 44 845 € en 2024.

c) Le résultat comptable de l'exercice 2024 s'établit en un léger déficit de 26 217 € que nous vous proposons d'affecter en report à nouveau.

Budget prévisionnel 2025

Budget prévisionnel 2025

Dépenses

Dépenses		Pôle « Conseil juridique »				Pôle « Études et observation »				Pôle « Formation »		Total
		ADMINISTRATION / CONSEIL JURIDIQUE	SPPEH PACTE Territorial	MISSION LHI	MISSIONS PEL/PEX	Etudes spécifiques habitat	Observatoire des Charges de Copropriété	Observatoire des Loyers	PDALHPD			
Clé de répartition analytique des dépenses (pourcentage d'activité d'après ETP mobilisé)		49,3%	18,8%	2,7%	14,5%	2,4%	3,2%	5,7%	2,8%	0,6%	100%	
		85,3%				14,1%				0,6%		
60 - ACHATS		12 631	3 966	651	3 495	506	676	1 374	674	127	24 100	
		20 743				3 230				127		
Essence		2 229		81	435			171	84		3 000	
Fournitures non stockables-eau		2 859	1 090	157	841	139	186	331	162	35	5 800	
Fournit entretien petit équipt		493	188	27	145	24	32	57	28	6	1 000	
Fournitures administratives		7 050	2 688	386	2 074	343	458	815	400	86	14 300	
61 - SERVICES EXTERIEURS		159 632	33 990	4 787	27 218	4 253	5 671	115 103	4 961	1 085	356 700	
		225 627				129 988				1 085		
Services extérieurs		8 000						105 000			113 000	
Locations SVI Advanced		5 029	1 918	275	1 479	245	326	581	286	61	10 200	
Locations copieurs		9 268	3 534	508	2 726	451	602	1 072	526	113	18 800	
Locations véhicules		20 600									20 600	
Locations machine à affranchir		2 379	677		522					22	3 600	
Locations SAS		4 784	1 410	203		180	240	428	210	45	7 500	
Locations office 365 + dualcorp		4 074	2 350	338	3 900	300	400	713	350	75	12 500	
Locations adobe + hébergement site web		690	263	38	203	34	45	80	39	8	1 400	
Locations parking		36 300									36 300	
Charges locatives et copropr.		8 381	3 196	459	2 465	408	544	969	476	102	17 000	
Entretien et réparations		5 000									5 000	
Entretien des locaux		9 119	3 478	500	2 683	444	592	1 055	518	111	18 500	
Entretien des véhicules		1 000									1 000	
Assistance informatique		15 528	5 922	851	4 568	756	1 008	1 796	882	189	31 500	
Maintenance copieurs		4 930	1 880	270	1 450	240	320	570	280	60	10 000	
Primes d'assurances		6 902	2 632	378	2 030	336	448	798	392	84	14 000	
Etudes-documentation technique		8 381	3 196	459	2 465	408	544	969	476	102	17 000	
Documentation générale		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Presse		641	244	35	189	31	42	74	36	8	1 300	
Documentation juridique		8 626	3 290	473	2 538	420	560	998	490	105	17 500	
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS		95 980	9 437	1 356	8 977	1 204	1 607	2 862	1 405	372	123 200	
		115 750				7 078				372		
Honoraires / Prestations externes		15 000									15 000	
Annonces et insertions		6 100									6 100	
Faires et expositions		20 000									20 000	
Catalogues et imprimés		3 000									3 000	
Frais de stationnement		2 000									2 000	
Déplacement du personnel		1 479	564	81	435	72	96	171	84	18	3 000	
Indemnités kilométriques		3 006	1 147	165	885	146	195	348	171	37	6 100	
Indemnités de transport		1 380	526	76	406	67	90	160	78	17	2 800	
Péages		641	244	35	189	31	42	74	36	8	1 300	
Missions / Réceptions		7 000									7 000	
Affranchissement		9 933			1 697					70	11 700	
Téléphonie		8 874	3 384	486	2 610	432	576	1 026	504	108	18 000	
Internet		9 367	3 572	513	2 755	456	608	1 083	532	114	19 000	
Services bancaires et assimilé		2 200									2 200	
Concours divers (cotisations.)		6 000									6 000	
63 - IMPOTS TAXES ET VERS ASSIMILES		69 366	19 600	3 840	17 450	3 350	4 420	6 310	4 780	884	130 000	
		110 256				18 860				884		
Impôts et taxe sur les salaires		57 801	16 000	3 200	14 500	2 800	3 700	5 200	4 060	739	108 000	
Format Professionnelle continu		6 843	2 000	400	1 750	350	450	630	488	89	13 000	
Taxes foncières		4 722	1 600	240	1 200	200	270	480	232	56	9 000	
64 - CHARGES DE PERSONNEL		961 850	278 100	54 400	245 500	47 250	62 260	90 400	67 164	12 076	1 819 000	
		1 539 850				267 074				12 076		
Rémunérations du personnel		631 204	175 000	35 500	158 000	30 750	40 600	56 500	44 373	8 073	1 180 000	
Charges sociales		313 114	91 600	17 600	80 500	15 300	20 160	29 300	21 423	4 003	593 000	
Versement autre oeuvre sociale		17 532	11 500	1 300	7 000	1 200	1 500	4 600	1 368		46 000	
66 - 67 68 - CHARGES FI , EXCEPT, DOTATIONS AMT.		125 541	44 907	4 966	7 360	3 437	366	8 951	1 016	456	197 000	
		182 774				13 770				456		
Intérêts des emprunts		12 597	4 400					1 003			18 000	
Dot.amort. Immob incorporelles		46 780	3 507	727	1 683	647	292	1 482	726	156	56 000	
Dot. amort. Immob corporelles		66 164	37 000	4 239	5 677	2 790	74	6 466	290	300	123 000	
Dot. Prov créances / charges sur exercices antérieurs		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
6 - TOTAL CHARGES avant Engagements à réaliser		1 425 000	390 000	70 000	310 000	60 000	75 000	225 000	80 000	15 000	2 650 000	
		2 195 000				440 000				15 000		
Engagements à réaliser sur subventions attribuées												
6 - TOTAL CHARGES après Engagements à réaliser		1 425 000	390 000	70 000	310 000	60 000	75 000	225 000	80 000	15 000	2 650 000	
		2 195 000				440 000				15 000		
REPARTITION DES ETP MOBILISES		12,62	4,80	0,70	3,70	0,62	0,81	1,47	0,72	0,16	25,60	
			4,80									
		21,82				3,62				0,16		

Budget prévisionnel 2025



Recettes

Collège 1 / Offres de biens et services	272 854	0	0	0	5 000	0	0	0		277 854
	272 854				5 000					
13 HABITAT	1 545									1 545
Action Logement	206 000									206 000
ARHLM PACA Corse	773									773
Barreau d'Aix-en-Provence	1 545									1 545
Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse	1 545									1 545
CGLLS Caisse de Garantie du Logement Locatif Social	29 000				5 000					34 000
Chambre des Notaires des Bouches-du-Rhône	1 545									1 545
UNPI - Chambre Syndicale des Propr. et Copropri. des Bouches-du-Rhône	1 545									1 545
Crédit Social des Fonctionnaires	1 545									1 545
ERILIA	1 545									1 545
ID AMP (ex FACONEO)	1 545									1 545
Fédération des Promoteurs Immobiliers Provence (FPI)	773									773
FNAIM des Bouches-du-Rhône	1 545									1 545
Habitat Marseille Provence	1 545									1 545
Pôle Habitat FFB	773									773
Logis Méditerranée (1001 vies habitat)	1 545									1 545
CDC Habitat Social NLP	1 545									1 545
Pays d'Aix Habitat	1 545									1 545
SACOGIVA	1 545									1 545
SEMEPA-EPAGE-SPLA	1 545									1 545
SEMISAP	1 545									1 545
SEMIVIM	1 545									1 545
Syndec	1 545									1 545
UNIS	1 545									1 545
AGAM	1 545									1 545
CAPEB	1 545									1 545
AVEM	1 545									1 545
Barreau de Marseille	1 545									1 545
Collège 2 / Représentants des consommateurs et des usagers	1 617									1 617
				1 617						
JEDAI	77									77
ADAMAL	77									77
ADRIIM	77									77
ALEC Métropole Marseillaise	77									77
ARS	77									77
ASMAJ	77									77
Association Logement Pays d'Aix	77									77
Compagnons Bâisseurs	77									77
Confédération Consommation Logement et Cadre de Vie	77									77
Confédération Générale du Logement	77									77
Confédération Nationale du Logement	77									77
Economie Sociale et Familiale Services	77									77
Fondation Abbé Pierre	77									77
GCS GALILE	77									77
Handitoit	77									77
La Chaumière	77									77
Soliha Provence	77									77
UDAF 13	77									77
UFC Que Choisir Marseille	77									77
UFC Que Choisir Martigues Etang de Berre	77									77
Union Départementale CCAS	77									77
Collège 3 / Pouvoirs publics et organismes à but non lucratif	1 129 600	390 000	70 000	310 000	55 000	75 000	225 000	80 000	-	2 334 600
		390 000		1 899 600				435 000		
Agence Régionale de Santé PACA	-		15 000							15 000
AMP _Métropole Aix-Marseille-Provence HABITAT / DGA DEVELOPPEMENT URBAIN ET STRATEGIE TERRITORIALE	410 000		40 000		40 000	50 000	50 000			590 000
AMP _Métropole Aix-Marseille-Provence - PACTE	-	390 000								390 000
Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône	47 000		15 000							62 000
Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette	14 600				15 000		15 000			44 600
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	520 000			60 000				40 000		620 000
Etat	138 000			190 000		15 000	150 000	40 000		533 000
Caisse des Dépôts et consignations	-					10 000				10 000
Ville de Marseille	-			60 000			10 000			70 000
Autres Produits	20 929	-	-	-	-	-	-	-	15 000	35 929
		-		20 929					15 000	
Prestations de services (Autofinancement actions)	16 929								15 000	31 929
Produits exceptionnels	-									
Transf charges d'exploitation	4 000									4 000
7 - TOTAL PRODUITS avant utilisations des fonds dédiés	1 425 000	390 000	70 000	310 000	60 000	75 000	225 000	80 000	15 000	2 650 000
		390 000		2 195 000				440 000	15 000	
Utilisations de fonds reportés et de fonds dédiés										-
7 - TOTAL PRODUITS après utilisation des fonds dédiés	1 425 000	390 000	70 000	310 000	60 000	75 000	225 000	80 000	15 000	2 650 000
				2 195 000				440 000	15 000	
RESULTAT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

La Présidente
Judith DOSSEMONT

Le trésorier
François-Xavier GUIES

